

Espagne : vous refusez le changement de sexe de votre enfant ? Sa garde vous est retirée

écrit par Christine Tasin | 5 juillet 2025





Des envies de meurtre. Des envies de guerre (civile ?). Des envies de quitter l'Europe pour aller vivre en Russie. Des espoirs de coups d'Etat pour renverser tous ces gouvernements gauchos qui, en Europe (mais pas que) s'ingénient avec un talent, une réussite et un machiavélisme jamais atteint à changer le peuple. A changer de peuple. Des envies de se battre jusque dans la rue pour nos enfants, pour notre société, pour la vie et la civilisation tout simplement.

Oui, ce qu'ils sont en train de faire dans tous les pays tenus par les gauchos et autres macroniens est terrible. Et en Espagne ils vont encore plus vite que nous.

Nous remplacer avec une immigration musulmane massive en quelques décennies, immigration encouragée à enfanter pour mieux nous remplacer ne suffisait pas.

Oui, modifier tous nos codes, nos repères, avec des films, des pubs, mêlant systématiquement les autres et les nôtres ne suffisait pas... Et je ne vous parle même pas des images subliminales, largement dépassées... Quand c'était juste la pub pour la lessive, on ricanait.

Là on ne rit plus, on est passés à quelque chose de gravissime et d'irréductible. s'il ne se passe rien. Avant d'aller plus loin je signale que l'existence même d'un Poutine, d'un Trump, d'une Méloni, d'un Orban et de tant d'autres est la lueur d'espoir qui nous dit que tout n'est pas foutu ne vous suicidez pas, consacrez votre vie à la guerre...

On est passés à un système totalitaire que ni Pol Pot ni Mao n'auraient critiqué.

On en est au point où ils détournent les nôtres d'avoir des enfants et donc de reproduire nos gènes, et ça a forcément des conséquences énormes sur le QI d'un pays, en terme d'intelligence, de résistance à certaines maladies, de capacité de créer, d'inventer, de se défendre... Leur but est aussi de casser le rapport parent-enfant en enlevant tout droit aux parents, obligés de supporter des initiations à la sexualité de leurs bébés à la maternelle, obligés de laisser leurs enfants se faire lessiver sur l'imposture écolo, de réchauffement climatique de vaccins à ArN...

Seuls les régimes totalitaires, les Hitler, les Mussolini ont osé imposer aux parents un certain type d'éducation (je ne parle même pas d'instruction) et se donnent la capacité d'enlever les enfants des parents qui ne pensent pas bien... On a de plus en plus d'exemples de ce genre.

Quand des parents musulmans peuvent tranquillement voiler leurs filles, les empêcher de sortir, de voir des copains, et permettent à leurs fils à peine ados de dealer, vivre la nuit, se comporter en petit caïd... **les nôtres n'ont pas le droit de donner une fessée à leur gosse insolent ni de l'empêcher de changer de sexe**, même si un gosse de 7 ou 13 ans n'a pas les capacités de faire de tels choix qui engagent toute leur vie... J'ai

déjà dit à l'occasion que si des adultes mal dans leur peau veulent changer de sexe, cela ne me dérange pas, mais des enfants, des jeunes... c'est un crime. Contre eux, contre nous, contre notre peuple, contre notre civilisation, contre la civilisation occidentale.

Je vous invite à lire l'article d'Epoch times consacré au sujet qui ne peut selon moi que donner envie aux Espagnols de sortir les fourches et marcher sur le palais de la Moncloa à Madrid. S'ils ne le font pas, c'est que les Espagnols sont déjà morts et que le sang des acteurs de la Reconquista est déjà remplacé par du jus de navet.

Espagne : réforme du code pénal pour retirer la garde aux parents qui s'opposeraient à la transition de genre de leurs enfants. En vertu de l'interdiction des « thérapies de conversion », les traitements visant à préserver la santé sexuelle biologique des mineurs seront interdits. Les sanctions prévues vont jusqu'à deux ans d'emprisonnement et 150.000 euros d'amende]

PAR [ANASTASIA GUBIN](#)

4 juillet 2025 18:22 Mis à jour: 4 juillet 2025 18:22

Le groupe parlementaire socialiste prépare une réforme du Code pénal qui sanctionnerait les parents refusant les traitements hormonaux ou une opération de changement de sexe pour leurs enfants mineurs, les envoyant en prison pour une durée pouvant aller jusqu'à deux ans et leur retirant leur droit légal de les élever et de prendre des décisions les concernant.

Les parents qui recherchent des conseils médicaux ou psychologiques pour prendre soin de la santé des mineurs qui ont été incités ou poussés à devenir transgenres subiront les mêmes conséquences.

Il s'agit d'une proposition de loi organique modifiant le Code pénal, qui stipule que « les thérapies de conversion visant à éliminer ou à nier l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle ou l'expression de

genre sont punissables ». Elle punit également les professionnels de santé, tant pour avoir préservé la santé biologique des mineurs que pour avoir refusé de procéder à une transition de genre.

Les sanctions prévues par cette norme s'ajouteraient aux amendes prévues précédemment par la loi 4/2023 du 28 février pour l'égalité réelle et effective des personnes transgenres et pour la garantie des droits des personnes LGTBI, plus connue sous le nom de loi trans, pouvant aller jusqu'à 150.000 euros.

La proposition controversée a été approuvée pour examen en séance plénière du Congrès le 24 juin, ce qui signifie qu'elle fera l'objet de débats et d'éventuels amendements par les parlementaires. Tous les groupes parlementaires, à l'exception de VOX, ont voté en faveur. Une abstention de l'UPN a également été enregistrée.

« Cette réforme du Code pénal est terrifiante et implique, bien sûr, un manque de protection encore plus grand pour les enfants, car elle prévoit une peine de deux ans de prison pour les professionnels qui refusent de pratiquer des thérapies affirmatives. Il s'agit d'un blocage hormonal, suivi d'une hormonothérapie croisée et même d'une mutilation d'organes sains », a déclaré l'avocate pénaliste Paula Fraga à Epoch Times [Espagne](#).

L'avocate a également souligné que les traitements administrés aux enfants sont « expérimentaux, car on ne connaît même pas toutes leurs implications négatives pour les enfants. Ce qui se fait est scandaleux et cela ne profite bien sûr qu'à l'industrie pharmaceutique, car il est évident que transformer des enfants en bonne santé en patients à vie est une activité très lucrative ».

L'avocate s'inquiète de la « suspension temporaire de l'autorité parentale pouvant aller jusqu'à cinq ans » et du fait que tant les professionnels que les parents « qui refusent de suivre cette thérapie affirmative » encourrent des peines de prison.

Selon elle, si un mineur manifeste une confusion quant à son sexe biologique, « il faut d'abord procéder à une évaluation psychologique pour déterminer s'il souffre réellement d'une dysphorie de genre » et

ne pas considérer que c'est une évidence.

[...]

[lire la suite sur Epoch Times ici](#)